

MA VILLE EST UN MONDE



Les objets de communication des villes ont réponse à tout. À les lire on à l'impression que tout va bien, que «ça tourne à fond» dans les services. Nos expériences nous montrent une autre réalité. S'il y a la présence de «tout», il y a malheureusement très souvent «l'exigence de rien». Face au système capitaliste et à l'inflation aliénante de ses médias, la qualité de nos actions constitue une recherche et un enjeu essentiel. «Produire» ne suffit pas, il faut se risquer à inventer et diffuser autrement.

La citoyenneté désigne la participation aux affaires publiques. Il faut réapprendre sans cesse cette définition pour comprendre la politique de la mondialisation et son déplacement des pouvoirs. Mais s'il y a la nécessité d'affronter la «globalisation», cela ne doit pas faire oublier que partout c'est toujours quelque part : agir dans un endroit déterminé ne passe pas seulement par la réparation des malheurs dont les médias «décorent» nos villes et nos villages, mais par la mise en mouvement d'une multitude d'actes de civilités, de bonheurs au quotidien. C'est ici et maintenant que s'expriment toutes les transformations sociales réelles, particulièrement pour celles et ceux d'entre nous qui vivent dans les villes périphériques dites de «banlieues». La résolution de ces problèmes est sans doute la clé de la repolitisation de nos cités, de notre pays, du monde.

C'est l'appropriation de la ville par tous ceux qui la partagent et l'expérience des actions nécessaires à la transformation sociale, qui modifient les manières de voir et les manières de vivre. Comme de ne pas s'illusionner sur les autres et surtout sur soi-même. Les «outils» existent déjà dans la plupart des villes; des revues, un théâtre, un cinéma, un office de la jeunesse, un centre

culturel, des syndicats, des associations de luttes sociales, de fortes associations sportives... De ces lieux peut partir ou repartir le progrès social. Ils peuvent devenir des lieux d'expérimentation du changement social à partir des pratiques collectives qui y sont présentes. À condition que leurs responsables arrêtent l'autosatisfaction. Cela suppose de repolitiser autrement les sujets partagés avec les citoyens, d'en améliorer ou réinventer les formes. Un lieu et un rythme, pour que l'expression libre fasse école.

DE LA VITALITÉ

Les outils existent, mais la faiblesse des «communicants» des villes, leur absence de formation scientifique et technique, le poids des hiérarchies ne leur permet pas de combattre la misère des signes. Symptômes de l'abandon de l'espace public au privé, qui transforme le désir de vie collective en pulsion d'achat. Fort de son économie publicitaire, le privé assure une maintenance abandonnée par le service public. Et si l'on enlevait la publicité dans nos villes? Si l'on installait des outils de qualité à l'écoute des exploités? Mais non, les responsables copient les expressions maîtrisées par les exploités, les formes de la culture industrielle du capitalisme (la publicité, les magazines, la mode...). Les signes normalisés de la «vie publicitaire», fer de lance d'un système spectaculaire et marchand, sont repris par les services de communication, à travers les mobiliers urbains, les journaux municipaux et autres logos... Ils amplifient, sans en avoir conscience, le système d'oppression symbolique. Devenir cons, pour devenir riches! En ne rendant pas assez lisibles les origines politiques des problèmes de nos vies quotidiennes, les représentants des villes deviennent les responsables visibles du mal vivre. Pourtant toutes les vitalités heureuses produites par des «citadins-citoyens», peuvent se révéler et unir leur force, si se met en place dans nos villes un «service de la transversalité». Mais ne serait-ce pas déjà le rôle d'un service culturel?

DIRE SA COLÈRE

Les limites des engagements généreux des citoyens, dans tous les sujets de la ville, sont vite atteintes. Ils butent contre l'inertie des pouvoirs locaux, qui détiennent pourtant les moyens politiques, économiques et les outils techniques de la transformation. Les institutions municipales frileuses et leurs bureaucraties deviennent de véritables entreprises de découragement : elles préfèrent se priver de compétences quand elles ne les maîtrisent pas, contribuant à l'usure des énergies singulières et à la dépolitisation. L'extrême difficulté à porter une critique dans l'espace de la ville contribue à la démobilisation de ceux qui ont envie «d'ouvrir leur gueule»! On renvoie ceux qui en ont les moyens à des combats plus divertissants ou caritatifs, les plus pauvres à un repli aggravé dans leur solitude. Le pouvoir isole le contestataire et le disqualifie en l'individualisant. Ils enlèvent toute portée politique à ses propos et transforment une critique nourissante en aigreur pourrissante. On retrouve le processus de «personnalisation» mis en œuvre par les grands médias.

Les meilleures intentions d'élus démocratiques et le dévouement d'employés communaux n'arrivent pas à dépasser le système construit sur l'abandon de la pensée critique. Beaucoup ont remplacé leur idéal de changement de société par la recherche de la paix sociale. Ils ne rêvent plus à la transformation du monde. Face à la misère, ils s'adaptent aux «lois» fatalistes des marchés financiers : «la lutte des places a remplacé la lutte des classes». D'où les questions : comment se produit et surtout se reproduit réellement le pouvoir technocratique municipal? Quel contrôle a le citoyen sur les outils municipaux? L'absence de visibilité des systèmes et des enjeux est l'arme de tous les pouvoirs, fussent-ils démocratiques et de gauche.

PAS DE FATALITÉ

Combattre le « fatalisme médiatique » en repolitisant nos villes consiste à créer du collectif là où l'on vit. Redonner de la visibilité à la lutte des classes à partir de là où l'on est non seulement là où l'on travaille, mais aussi là où l'on habite. Si « l'universel, c'est le local sans les murs », abattons les murs des féodalités locales, pour transformer les lieux mous de leurs compromis électoraux en place forte de choix de vies différents. Le réseau sera d'autant plus universel qu'il sera intime. Travailler sur l'intime et sur le voisinage, travailler collectivement sur le quartier, est nécessaire si on veut travailler sur

le monde. Le monde ne peut se passer du quartier. Cela suppose d'accepter une part « d'inorganisation » de favoriser l'expression des désirs et de la spontanéité : c'est la démocratie participative. L'administration locale a la responsabilité d'établir des relations entre les différents collectifs autogérés. Seule la volonté d'une politique vécue comme un art de vivre, peut procurer l'énergie et les moyens d'inventer les formes de son partage, pour donner des droits aux désirs !

SORTIR DU SILENCE

Il nous faut travailler à créer des situations démocratiques particulières et à organiser des rencontres, afin d'échanger les connaissances et les expériences. Toucher la réalité en rendant visibles les causes de la misère économique, la misère culturelle et sexuelle. Apparaît la nécessité de doter le débat de moyens d'écoute, de traces, afin de pouvoir travailler les paroles échangées et les restituer dans toutes leurs différences, plutôt que les oublier et perdre toute la précision d'un échange fort, aussi violent soit-il (les raisons d'explosion des douleurs retenues ne manquent pas). Les douleurs sociales sont peu l'objet d'analyses critiques : les paroles des dominés rencontrent rarement une amplification publique ou des analyses scientifiques. La pauvreté relationnelle des couches moyennes comme la solitude mortelle des précaires restent absentes des priorités culturelles et politiques, ce qui laisse le champ libre à un état sécuritaire qui prône le caritatif et le bénévolat, et criminalise la pauvreté et les militants.

Mais où peut-on consulter les actes des débats publics : à la mairie, à la bibliothèque, dans tous les services ? Sont-ils même enregistrés ? Quels sont les outils de la transmission des savoirs des luttes dans nos villes ? Où est passé l'idéal d'émancipation par l'éducation ? Sans éducation populaire, la démocratie reste un mot généreux qui veut dire tout et n'importe quoi : démocratie bourgeoise, parlementaire, représentative, participative... La démocratie est une expérience continue, elle est la possibilité d'expression et d'échanges de toutes les singularités de chaque citoyen. Le débat public n'est pratiquement jamais organisé par les pouvoirs culturels municipaux, mis à part la petite messe conforme et consensuelle de la rentrée qui définit le « programme-de-la-saison-pour-tous-les-goûts ». S'il y a des conditions personnelles aux goûts et aux couleurs, au beau et au moche, elles sont en grande partie fabriquées par ceux qui ont le pouvoir économique et social du jugement (municipal, national ou mondial), tout comme l'opinion publique est fabriquée par le commanditaire du sondage d'opinion. Enfermés dans leur croyance en la valeur de « l'œuvre d'art », les pouvoirs ne se soucient pas plus d'informer leurs publics des conditions historiques et sociales, des rencontres qui ont déterminé cette valeur. Ils ne se préoccupent plus de ceux qui n'ont ni l'envie, ni les moyens d'aller voir leurs expositions. Si c'est le spectateur qui par son regard fait l'œuvre, alors qui fait le spectateur ? Les pouvoirs fabriquent des spectateurs à leur usage.

LA CULTURE DES LUTTES

La plupart des responsables des villes « fournissent du spectacle » mais ne partagent pas. Donner, c'est prendre le pouvoir s'il n'y a pas la possibilité de la réciprocité. Partager, c'est prendre le risque de l'autre, de la différence, du conflit. Cela est producteur de sens : du sens des luttes sociales par exemple ! Seuls les consensuels ont peur de la signification. Mais il n'y a pas d'espace reconnu pour l'expression des conflits sociaux. Il faut réactiver l'idée et la pratique de « la culture comme instrument de la transformation sociale », afin de créer les contre-pouvoirs de la démocratie représentative. Le rôle de tout pouvoir véritablement démocratique n'est-il pas de donner les moyens à tous les contre-pouvoirs de se rassembler et de s'exprimer pour participer ? Ils sont sa source. L'idée généreuse d'une pratique de la culture « élitare pour tous », paraît bien décalée aujourd'hui où « l'élite » s'est coupée du reste la population. Faut-il se contenter de faire « descendre » la culture ? À de rares exceptions près, la complexité de la culture savante est mise en forme par des pouvoirs qui n'en assument pas une éducation réellement populaire, n'en transmettent pas le désir au cœur même du travail, de l'habitat et des luttes sociales. Les notables laissent le champ inexploré de la culture populaire au populisme. Et si l'on faisait « monter » la culture des luttes, la culture des « sans » ? Où peuvent se confronter « l'excellence » des élites hiérarchisées et domestiquées par les pouvoirs et « l'exigence » nécessaire aux luttes des militants révolutionnaires (et curieux) ? Une « excellence » qui ne se met pas au service des dominés se trahit elle-même. Quand se décidera-t-on à considérer le peuple autrement que comme un tiers objet. Alors qu'il est le sujet dont nous sommes partie intégrante ?

Un autre obstacle réside dans la démobilisation des syndicats et des partis qui ne mènent plus les luttes sur le terrain des formes. Dans les manifestations, par exemple, les slogans revendicatifs et inventifs, ainsi que les images signifiantes sont de plus en plus remplacés par les logos des « centrales ». L'expression est le passage obligé des idées : elle peut les porter ou les trahir, la médiocrité des « images de propagande » est là pour nous le démontrer par défaut. Pourtant, le dialogue avec ces organisations demeure vital car elles représentent toujours une part importante des forces de transformation. Malgré leurs manques d'offres et d'accueil pour participer aux luttes sur le terrain municipal, il y a un enjeu majeur à militer dans sa ville, car elle est l'endroit où se réalise le monde.

Nous pouvons agir en confiance aux côtés de nos réseaux affectifs les plus proches, nourris d'une réflexion et d'une pratique réellement collectives, qui prendraient là toute leur dimension de solidarité critique et active. Démontrant alors notre capacité à transformer le rapport social d'une manière ordinaire, à donner du sens et du bonheur à nos vies et de l'utopie à nos villes. Tous les jours, même le dimanche.

Gérard Paris-Clavel
graphiste social, septembre 2002